

l'industrie, au lieu de verser tant d'argent. Le ministre avait raison. Qu'à-t-on proposé aujourd'hui? Le gouvernement propose un maximum de 50 p. 100.

Le programme d'expansion régionale n'a pas sensiblement aidé les régions qui en avaient besoin. Même en portant le maximum à 50 p. 100, on ne les aidera pas beaucoup. Nous en sommes au point où le programme coûte si cher que nous pourrions tout aussi bien exploiter les industries. On devrait mettre sur pied une société canadienne d'expansion qui prendrait en charge les sociétés de la Couronne. Il faut une politique de planification économique pour s'assurer que les régions désignées seront dotées d'industries.

Des voix: Bravo!

M. Saltsman: C'est essentiel. Nous avons appris que l'octroi de stimulants toujours plus considérables ne paie pas. Nous ne savons pas combien d'industries se seraient installées dans les régions désignées si on ne leur avait offert de subventions. Nous ne saurions dire combien de temps les industries demeureront dans ces régions ni si elles sont viables et utiles.

Combien de temps vont durer ces programmes? Même si le gouvernement compte sur eux, nous avons atteint le point de saturation. Quel que soit le mérite des programmes qui peuvent avoir incité les industries, grâce à des dégrèvements d'impôt et à des subventions, à s'installer dans certaines régions du pays moins industrialisées, l'expérience a montré que ces programmes n'ont pas réussi et ne promettent guère de réussir à l'avenir. Il faut en tenir compte.

La société de la Couronne semble l'instrument le mieux adapté; elle coûte moins cher aux contribuables et les résultats sont plus prometteurs. L'histoire de la Devco au Cap-Breton illustre ce que nous proposons. Entre-temps, le programme coûte énormément cher.

Le gouvernement a avoué qu'il est incapable de trouver des fonds. La Chambre a examiné le rapport de la Commission Carter, mais il n'existe pas encore d'impôt sur les gains de capital au Canada. A ma connaissance, nous sommes le seul pays industrialisé qui n'en a pas. Cette lacune est très onéreuse pour le pays, car ce qu'il n'obtient pas d'une source, il doit aller le chercher ailleurs. Ceux qui ne paient pas d'impôt sur les gains de capital reçoivent une subvention des salariés canadiens dont chaque cent de rémunération est taxé. Il y a des limites à l'imposition.

Contrairement à ce que nous avons espéré, les concessions faites aux industries spécialisées dans l'extraction du pétrole et des minerais ne subiront aucune modification. Sans attendre le rapport du comité, le ministre avait annoncé qu'il allait de nouveau se montrer généreux dans ce domaine. Il a manqué de courage. Je regrette que les membres du comité aient également manqué de courage. Au lieu de critiquer le ministre pour avoir fait cette déclaration tandis qu'ils en étaient à mettre au point leur rapport, ils l'ont félicité dans ce rapport. Je suis désolé d'avoir à dire cela, car j'ai beaucoup d'estime pour la plupart des membres du comité. Apparemment, les pressions qui s'exercent sont trop vives, même pour ces nobles membres du comité.

M. Barrett: J'aime beaucoup ce mot «noble»!

M. Saltsman: J'en suis fort aise. Continuez à écouter et vous en tirerez peut-être quelque profit. Il est établi qu'au Canada les petits salariés et les personnes touchant des salaires moyens sont assujettis à des impôts bien trop lourds. Cela est dû aux allocations de dépréciation, aux déductions pour amortissement et aux plus-values. Les Canadiens qui touchent des salaires et des traitements n'ont pas droit à des plus-values ou à des amortissements. Ils doivent payer au fisc des montants élevés. On devrait pouvoir trouver de l'argent autrement qu'en le prélevant sur les salaires et les traitements des Canadiens. Même les personnes qui touchent un traitement supérieur à \$10,000 sont traitées inéquitablement par rapport à d'autres secteurs de l'économie.

Il y a un autre sujet que je voudrais aborder, à savoir l'inefficacité générale de notre économie résultant de la politique adoptée par le gouvernement. Nous l'avons dit maintes fois—et c'est peut-être une bonne occasion de le répéter—pour mettre un ouvrier au travail, nous au Canada investissons un capital supérieur de 30 p. 100 à celui des États-Unis, le pays le plus riche du monde, bien que nous produisons 30 p. 100 de moins. Toutes les études qui ont été faites ont révélé que ce sombre résultat ne provenait pas de l'incapacité des travailleurs canadiens, ni d'une piètre utilisation des ressources, mais plutôt de la gestion des capitaux dans notre économie de filiales.

● (4.40 p.m.)

Je vais présenter un amendement dans quelques instants. Permettez-moi de conclure sur cette remarque. La propension du gouvernement à se féliciter de choses dont il devrait rougir dépasse l'imagination. Le ministre parle du bon état de nos balances courantes; il dit que nos réserves de devises étrangères sont excellentes; il fait état du meilleur comportement de nos prix et du fléchissement des taux d'intérêt à court terme. Pourtant, pendant que se produisent ces choses magnifiques, nous recu- lons sans cesse. Il n'y a pas très longtemps, le revenu par tête au Canada était le deuxième du monde. Nous sommes passés en quatrième place, derrière la Suisse et la Suède.

Des voix: C'est une honte!

M. Saltsman: Le Canada est un pays pourvu de vastes ressources. Que pouvons-nous demander de plus au Canada?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Un bon gouvernement.

M. Saltsman: C'est juste! C'est ce dont nous avons besoin. Nous avons tout, sauf un gouvernement intelligent.

Une voix: Et une opposition.

M. Saltsman: Oh, l'opposition se porte bien, c'est le gouvernement.

Nous vivons dans une société mise en demeure par des hommes dangereux qui rejettent la démocratie et ses